

Contexte de l'étude

L'action formation du RMT DévAB a eu pour objet de faciliter l'accès à la formation en AB pour les agents de développement, les enseignants, les ingénieurs, les techniciens travaillant dans ce domaine.

Un groupe de travail s'est constitué sur ce thème sur l'année 2012 animé par Jean-Marie Morin et Céline Cresson. L'essentiel du travail d'enquête et la base des propositions a été réalisé par Pauline Thomas, lors de son stage de Master SIFA (Stratégie et Ingénierie en Formation d'Adulte). Une réunion physique du groupe, des réunions téléphoniques et un suivi par l'atelier internet SCENARBIO ont constitué les outils principaux d'échange du groupe.

Une enquête par questionnaire a été lancée pour évaluer l'accès à la formation des différents publics, mieux comprendre leurs logiques d'entrée en formation et identifier leurs besoins.

Des propositions sont faites pour mieux intégrer la formation AB dans les parcours professionnels et penser le développement de l'offre de formation, tant quantitativement que qualitativement.

Profil des répondants

L'enquête en ligne a été diffusée auprès d'environ 1000 personnes aux mois d'avril et mai 2012. La diffusion s'est basée sur le réseau professionnel et s'est effectuée de façon pyramidale. Ainsi les inscrits au forum Conf-Formabio (530 personnes dont des enseignants et formateurs de l'enseignement initial et de CFPPA, le personnel de l'administration de l'agriculture régionale ou nationale) ont été sollicités, ainsi que les partenaires du RMT DévAB et plus particulièrement les participants au groupe formation (une centaine de personnes). De plus, les chargés de formation et chargés de développement AB au niveau national ont été contactés et ont relayé l'information au sein de leurs organisations (FNAB, APCA, ACTA, ITAB, Instituts de recherche, etc.). Les principaux organismes certificateurs ont été contactés mais l'information n'a pas été diffusée aux salariés : les résultats de l'enquête ne prennent donc pas en compte cette population.

Avec 168 questionnaires retournés, soit 18% de réponses, le taux de participation est satisfaisant.

La répartition en genre est quasiment égale avec 49% de femmes et 51% d'hommes.

Cette donnée corrobore les constats actuels d'une **féménisation dans le secteur de l'enseignement et du développement agricole depuis 20 ans**. Les 30-45 ans et les plus de 45 ans, avec plus de 60 réponses pour chacune de ces 2 catégories, sont majoritaires (seulement 37 réponses pour les 18-30 ans). L'enquête comporte des ressortissants de l'ensemble des régions (y compris les territoires d'Outre-Mer), avec une majorité provenant des régions Bretagne et Rhône-Alpes.

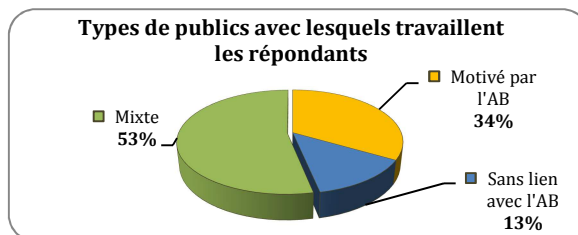
La répartition des répondants par type de structure est conforme à celle de la population enquêtée. Une **majorité de répondants (60%) proviennent de l'enseignement et de la formation** mais les autres structures (GAB, Chambres, ITA, etc.) sont également bien représentées. Les répondants présentent des **profils professionnels très variés** (formateurs, enseignants, chargés de mission AB, chargés de mission formation, directeurs de structures, techniciens, conseillers, animateurs de réseaux, et mêmes quelques agriculteurs).

Le rapport d'acteurs à l'AB

92% des répondants ont effectué un parcours de formation dans le secteur agricole dont pour les $\frac{3}{4}$ d'entre eux par la voie scolaire. Parmi l'ensemble des répondants, seuls 22% d'entre eux n'ont jamais « eu de contact » avec l'AB au cours de leur parcours de formation. Notons que 77 répondants déclarent avoir entendu parler de l'AB notamment lors de leurs études supérieures.

48% des répondants côtoient l'AB dans le cadre professionnel depuis le début de leur carrière et 23% déclarent l'avoir côtoyée en partie. **La question de l'AB concerne donc une large proportion d'acteurs** qui sont potentiellement intéressés par la question de la formation sur ce thème.

Les attentes des professionnels dépendent néanmoins des publics avec lesquels ils travaillent. Le graphique ci-dessous montre qu'une majorité des répondants travaille (au moins en partie) avec un public intéressé par l'AB :



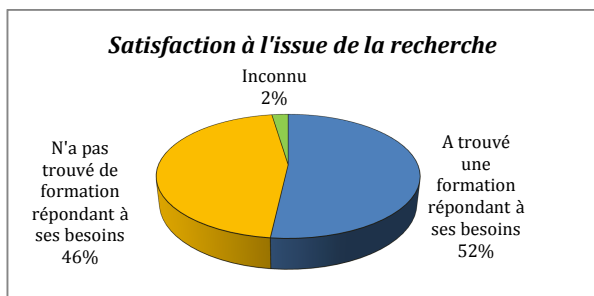
Les répondants estiment que les motivations et attentes des publics sont différentes, les amenant eux-mêmes à varier leurs approches autour de ce thème (de la sensibilisation à l'approche technique). Les répondants déclarent également que l'AB est abordée comme tout autre mode de production agricole et que le choix final revient au stagiaire. Ils reconnaissent globalement qu'une adaptation du discours aux publics est souvent nécessaire.

La quasi-totalité des répondants manifeste un intérêt pour l'AB. Ce mode de production a d'ailleurs pris de l'importance dans la pratique professionnelle des acteurs, sur deux périodes particulièrement : il y a plus de 10 ans et entre 2 et 5 ans. Ces deux périodes correspondent aux Plans de développement initiés (Plans Riquois [1997-2002] et Barnier [2007-2012]) ce qui met indéniablement en avant l'impact des politiques publiques sur les orientations et le développement du secteur agricole.

Accessibilité

Les répondants déclarent massivement s'informer de façon autonome tant sur l'AB que sur la formation. Ils utilisent pour cela un certain nombre d'outils parmi lesquels, internet et les médias de façon générale mais également les catalogues de formation (pour la consultation de l'offre existante). Le réseau de relations personnelles semble également un moyen essentiel d'accès à la connaissance.

80% des répondants ont déjà recherché une formation en AB et 52% d'entre eux ont trouvé satisfaction dans leur recherche.



Cette catégorie de « satisfaits » souligne, tout comme les insatisfaits, l'intérêt de développer des formations « techniques », moins théoriques, et adaptées au contexte local. De même, l'intérêt de développer des formations pour deux types de publics différents est souligné : « Des formations générales pour les stagiaires qui découvrent l'AB et des formations plus précises pour ceux qui connaissent déjà un peu le sujet ».

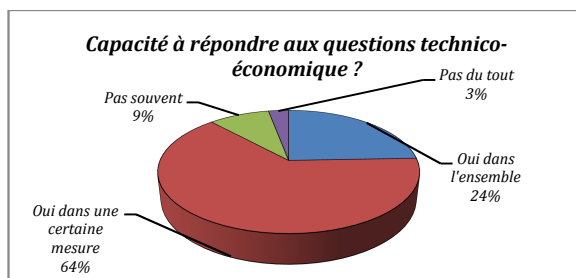
D'autre part, **60% des répondants estiment l'offre de formation claire et accessible.**

On note une bonne lisibilité quelle que soit la structure et l'origine géographique. Par contre l'entrée réelle en formation diffère en fonction de l'organisation professionnelle des acteurs.

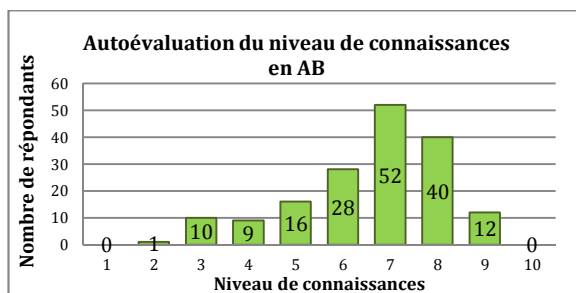
Ainsi, 72% des répondants des établissements agricoles de la formation initiale ont reçu une formation en AB contre 52% de ceux de la formation continue. 38% des répondants des Chambres déclarent avoir reçu une formation et c'est le cas de 77% des répondants des GAB-GRAB. Un répondant sur deux des organismes de recherche dit avoir été formé et quatre répondants sur sept pour les structures nationales de l'agriculture biologique.

Autoévaluation

Une professionnalisation effective : 88% des répondants s'estiment capables, à des degrés différents de répondre aux questions relatives à l'agriculture biologique.



57% des acteurs estiment leur niveau de connaissance « suffisant pour leur activité professionnelle contre 43%. Sur une échelle de 1 à 10, les acteurs ayant répondu évaluent leur niveau de connaissance de la façon suivante :



Pour eux, les catégories de connaissances nécessaires à développer sont en nombre d'occurrences :

- Les connaissances techniques (144)
- Les repères socio-économiques (136)
- Les connaissances filières (114)
- L'historique de l'AB (45)
- Autres (22)



Formation pour développer ses compétences

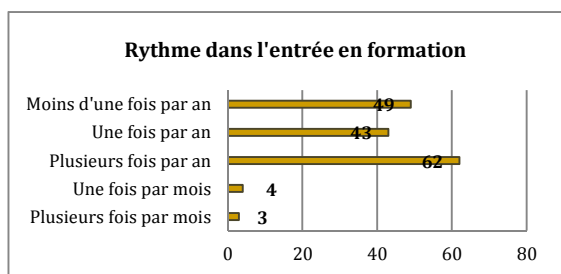
76 % des répondants sont intéressés par le développement de dispositifs de formation ou plus largement d'espaces de développement de compétences. Ils se disent intéressés par :

- L'accès aux résultats et données technico et socio-économiques ;
- L'accès à des données régionales ;
- Des thématiques spécifiques liées à leurs problématiques de terrain.

Ils mettent également l'accent sur **l'intérêt des groupes d'échanges de pratiques** et font part d'un certain nombre de modalités de formation qu'ils souhaitent voir développer et particulièrement la présence d'une **dimension internationale** (voyages d'étude, expérimentations partagées avec d'autres structures y compris à l'étranger, etc.) ainsi que l'intérêt pour les formations permettant les **échanges avec les chercheurs** (pour favoriser l'aspect scientifique pointu) et d'autre part, **avec les acteurs « du terrain »** (notamment par des témoignages d'agriculteurs).

Logiques d'entrée en formation

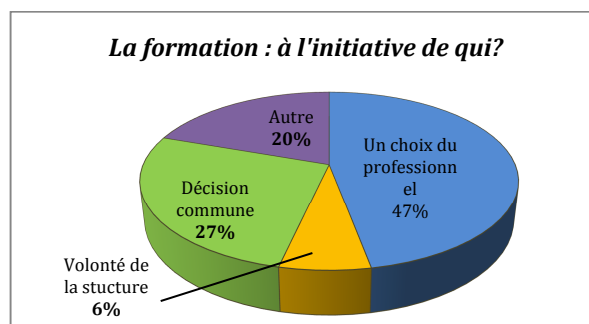
La moitié des répondants déclarent se rendre de façon régulière à des séquences de formation. Le rythme de fréquentation est varié comme le montre le graphique ci-dessous :



Les éléments déterminant l'entrée en formation sont :

- La volonté d'acquisition ou de développement de connaissances et compétences ainsi que de se tenir au courant des innovations techniques ;
- Le lien entre thématique de formation et problématiques professionnelles ;
- L'échange, la mutualisation des pratiques ;
- L'élargissement du réseau professionnel.

60% des répondants ont effectué une formation spécifique AB dans le cadre professionnel, mais le plus souvent à l'initiative du salarié et beaucoup plus rarement suite à l'impulsion de la structure.



La modalité de formation privilégiée est incontestablement la formation courte qui répond aux problématiques de temps et de disponibilité notamment. Un vif intérêt est marqué pour les journées filières ou journées techniques qui permettent les apports d'agriculteurs et de professionnels divers.

L'organisation de sessions de **formation courtes en deux ou trois temps, sur le modèle de l'alternance** intéresse également les acteurs puisque cela leur permettrait de mettre en application les acquis de la formation au sein de la structure puis d'en discuter les effets en groupe (lors d'échanges de pratiques, par exemple) au cours d'un second temps de formation.

La **formation à distance** apparaît également comme une bonne solution de formation, y compris pour les modules courts. 55% des acteurs se disent intéressés par ce mode de formation.

La formation non-formelle

85% des répondants déclarent avoir recours à d'autres moyens que la formation formelle pour mettre à jour leurs connaissances (lectures spécialisées, veille internet, rencontres professionnelles, discussions informelles, pôles documentaires et sites institutionnels, événements professionnels à visée d'information et de développement).

Parmi ces événements, les journées techniques, les réunions de réseaux professionnels, les colloques et les salons sont particulièrement fréquentés. Selon 72% des répondants, **ces espaces professionnels peuvent être vus comme espaces de formation** puisqu'ils favorisent la création de réseaux professionnels, qu'ils sont lieux d'apprentissage, qu'ils permettent d'observer une veille technique et réglementaire, qu'ils sont lieux de réflexion et de débat et qu'ils disposent en plus d'un aspect innovant.

Une partie des répondants trouve néanmoins cette appellation « formation » abusive puisque selon eux, ces espaces sont davantage lieux de diffusion d'informations et qu'une partie de ces espaces sont plus des espaces « marketing » que formation.



De façon plus générale, les répondants estiment qu'il y a **complémentarité entre ces deux types d'espaces** (formels/non-formels).

Proposition d'actions

Les résultats de l'enquête font état d'un nombre important et large de demandes. En effet, les répondants proposent non seulement un panel de thématiques qu'ils souhaiteraient voir aborder mais déclinent également des aspects plus organisationnels qu'ils souhaiteraient voir se développer (proposer différents rythmes de formation et notamment développer l'alternance, pouvoir participer à des formations plus régionales, rendre la formation financièrement plus accessible, etc.)

1. Améliorer l'accessibilité à l'offre

Par des actions de sensibilisation

- En mobilisant les organisations professionnelles sur l'intérêt de la formation en général et sur les formations AB en particulier
- En valorisant la formation continue en AB auprès des professionnels du secteur agricole
- En facilitant, au sein des structures professionnelles l'accès à la formation (proposer des outils de lecture du système de formation).

Par une réflexion collective sur le développement de l'offre

- Diffusion des résultats de l'enquête
- Eclaircissement de l'offre de formation
- Développement de la formation AB dans les zones où elle est peu présente.

2. Répondre aux nouvelles demandes des acteurs

Organiser la formation en tenant compte des systèmes de contraintes

- Homogénéiser l'offre de formation sur le territoire
- Valoriser la formation à distance (FAD) comme vraie ressource dans le développement des compétences des salariés et poursuivre le développement de la FAD y compris sur des modules courts.
- Permettre un meilleur accès à l'offre par une meilleure communication.

Organiser la réflexion autour des contenus de l'offre de formation

- Repérer les besoins internes aux structures et organiser la transmission d'informations entre structures professionnelles et organismes de formation.
- Prendre en compte les demandes spécifiques en termes de contenus
- Permettre les apprentissages progressifs et les échanges suite aux expérimentations sur le terrain.

Mobiliser l'ensemble des ressources formatives pour le développement de la formation AB.

- Valoriser les espaces de formation non-formelle comme espaces de développement des savoirs, de création de réseaux et de développement des compétences
- Prendre en compte l'ensemble des environnements d'apprentissage : présentiel et à distance, face à face pédagogique et analyse/échanges de pratiques, formels et non-formels
- Développer la complémentarité de ces espaces dans une logique de professionnalisation des acteurs
- Poursuivre le développement de l'information sous toutes ses formes
- Poursuivre l'utilisation des réseaux professionnels dans les actions d'information, de communication et de développement.

Poursuite de l'action

- Définir un cadre pour la poursuite du travail autour de la formation continue mené dans le cadre du RMT DévAB ;
- Définir de façon collective les actions à mener dans la poursuite de cette action ;
- Organiser le déroulement futur de ce travail collaboratif : quels outils ?

Thèmes et actions à conduire

- Travail sur les trois axes de la professionnalisation des acteurs :
 - a) Les contenus
 - b) La pédagogie
 - c) L'accompagnement au changement pour les conseillers et les formateurs comme pour les agriculteurs (développement personnel)
- Comment développer ces trois axes ? Quelles sont les ressources formatives et les formes pédagogiques qui permettront de travailler sur ces trois axes de la professionnalisation des acteurs ?
- Poursuivre le travail autour de la définition des compétences nécessaires, par métier, en lien avec l'AB.
- Le rôle des échanges/analyse de pratiques ;
- Les modalités de formations : pour quels apprentissages ?

Ce chantier ouvre donc des perspectives pour la suite des travaux du RMT DévAB et nous encourage à développer davantage le **travail partenarial** dans le cadre de la formation mais aussi à redonner son rôle à la **formation formelle** tout en laissant la place aux **autres espaces de formation quand ils sont mieux adaptés** (journées techniques).

